

COMPTE RENDU DES DÉBATS DE LA TABLE RONDE

Mot de bienvenue et déclaration liminaire

M^{me} Shauna Sylvester a souhaité la bienvenue aux participants au nom de l'IMPAC et a attiré l'attention sur le lien entre la table ronde et le symposium international sur les médias dans l'APEC, prévu pour le 19 novembre 1997. Elle a souligné le rôle de la liberté des médias dans le contexte plus large de la liberté d'expression et des droits de la personne et a invité les participants à étudier la question de points de vue aussi divers que possible.

M. Bill Saunders a souhaité la bienvenue aux participants au nom du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP). Celui-ci, fort de plus de 18 000 membres, est la plus grande organisation syndicale du Canada dans le secteur des médias. M. Saunders a souligné l'importance de profiter de la conférence de l'APEC pour orienter l'attention sur les rapports entre les droits de la personne et le commerce international. Il a fait observer que le Sommet populaire sur l'APEC comprendrait au moins 16 « forums thématiques », notamment un sur les médias. Il a ensuite présenté l'animateur des débats, M. Tim Draimin.

M. Draimin, après avoir décrit les modalités des débats, a invité les participants à se présenter et à dire ce qu'ils attendaient de la table ronde.

Les communications de la matinée

M. Vincent Yang,
Centre international sur la réforme du droit pénal
et la politique de justice criminelle,
ancien directeur du périodique *Democracy and Law*

M. Yang a commencé par faire observer qu'une « plus grande liberté des médias » n'équivaut pas nécessairement à l'indépendance de ceux-ci. Selon lui, le gouvernement chinois veut créer un climat juridique propre à favoriser la sécurité de l'investissement étranger. Le système juridique chinois, a-t-il poursuivi, est en train d'« évoluer progressivement », et la presse est le théâtre d'une évolution semblable, de sorte que la réforme économique détermine une libération et une ouverture des médias. Jusqu'au début des années 80, le gouvernement chinois contrôlait tous les agents de la presse. Or, il existe aujourd'hui des journaux commerciaux. Le périodique qu'il a lui-même dirigé, *Democracy and Law*, a vu le jour grâce à un prêt de l'État. M. Yang a insisté sur le fait qu'il existe un lien entre la liberté économique et l'indépendance de la presse. La libéralisation des